Mise au point

Suite à la publication par votre Site d'une déclaration attribuée à l'un des participants à une rencontre qui s'est tenue le jeudi 10 octobre à la Gazra de l'ancien magistrat Vadily Raiss, je vous prie de publier la mise au point suivante à titre de droit de réponse:

Le Mercredi 9 octobre courant j'ai été convié par un collègue parlementaire à un dîner entre élus et cadres qui m'ont été cités nommément pour disait-il discuter de certaines questions urgentes qui nous interpellaient tous. A ma grande surprise, lorsque je suis arrivé au lieu indiqué pour la rencontre, je me suis retrouvé en face de personnes qui en grande partie étaient pour moi imprévues parce que soit inconnues ou de présence à toute la moins gênante. Malgré cela, je suis resté et j'ai assisté à la rencontre.

Et si quelques intervenants ont manifesté la nécessité de créer un parti politique qui puisse accueillir l'ensemble des soutiens au Président Ghazwany, la plupart des présents ont proclamé leur attachement à l'UPR tout en reconnaissant la nécessité de le refonder sur de nouvelles bases mieux adaptées au contexte politique et social actuel. Et lorsque l'idée de créer une commission de coordination et d'établir un programme de rencontres a été proposée la majorité des présents s'y était opposée la jugeant injustifiée et prématurée, comme l'est la proposition de publier une déclaration au nom des participants.

Pour ma part, lorsque j'ai été convié à m'exprimer, j'ai précisé deux points:

1. que je suis militant et élu de l'UPR et que je m'y reconnais toujours en dépit des reproches que je peux avoir à son encontre;

2. que les gens avec lesquels j'ai toujours fait la politique et sans l'avis desquels je ne peux m'engager ou me positionner politiquement ne sont pas présents et n'ont pas été semble t-il invité à la réunion.

En réalité ceux qui me connaissent savent que je ne saurais soutenir l'idée que faire la politique peut s'accommoder d'un éternel reniement de ses convictions car je considère que la démocratie est d'abord une culture et des pratiques qui pour s'enraciner méritent d'être exercer à travers des institutions solides et pérennes et notamment par le biais de partis politiques qui portent des projets de société dans lesquels tous les mauritaniens peuvent se retrouver.

Je ne pourrais donc conseiller à un Président que j'ai soutenu et auprès duquel je me sens engagé dans un combat pour le salut de mon pays de jeter à la poubelle un parti politique qui dispose des deux tiers des députés, de la totalité des Présidents des Conseils Régionaux et d'une très large majorité de conseils municipaux.

Les priorités du moment ne sont donc surtout pas politiques.

Député
Sidney Sokhona